



Aide publique au développement : la crise dans la crise...

L'aide publique au développement : théoriquement pour le développement, en fait, pour les affaires et le commerce

L'aide internationale a été largement critiquée, y compris par lafaimexpliquée [[voir notre page thématique](#)]. Après des décennies pendant lesquelles les pays riches ont fourni de l'aide au développement aux pays à revenu faible et intermédiaire dans le cadre du [Comité d'aide au développement](#) (CAD) de l'OCDE, **les résultats sont, pour le moins, décevants** : inégalités croissantes entre pays en matière de revenu [[lire](#)], de santé, d'éducation, de sécurité alimentaire, de pauvreté, de communication, d'énergie et de protection sociale [[lire](#)].

Ces résultats ont été obtenus au prix d'un gaspillage considérable et quelques effets co-latéraux, dont les pays donateurs ne se vantent guère. En plus, l'aide internationale a parfois été critiquée comme étant « une activité qui tend à s'autoentretenir ». Cependant, on pourrait soutenir que la situation aurait probablement été pire sans elle, surtout en périodes de crise.

En réalité, l'aide publique au développement (APD) a souvent (toujours ?) été un moyen pour un donateur d'empiéter sur la souveraineté d'un bénéficiaire pour obtenir l'allégeance géopolitique¹ ou des accords commerciaux, miniers ou fonciers favorables, et pour imposer ou influencer un changement de ses politiques (par exemple : dérégulation, privatisation, utilisation dans l'agriculture de semences et de produits chimiques importés). Elle a servi à protéger et assurer des marchés aux entreprises basées dans le pays donateur et à créer une dépendance. C'est particulièrement vrai depuis ce que l'on peut qualifier de tendance à la privatisation de l'APD [[lire](#)]. Ses critiques ont aussi insisté sur la corruption encouragée par l'APD, dans certains cas [[lire en anglais](#)].

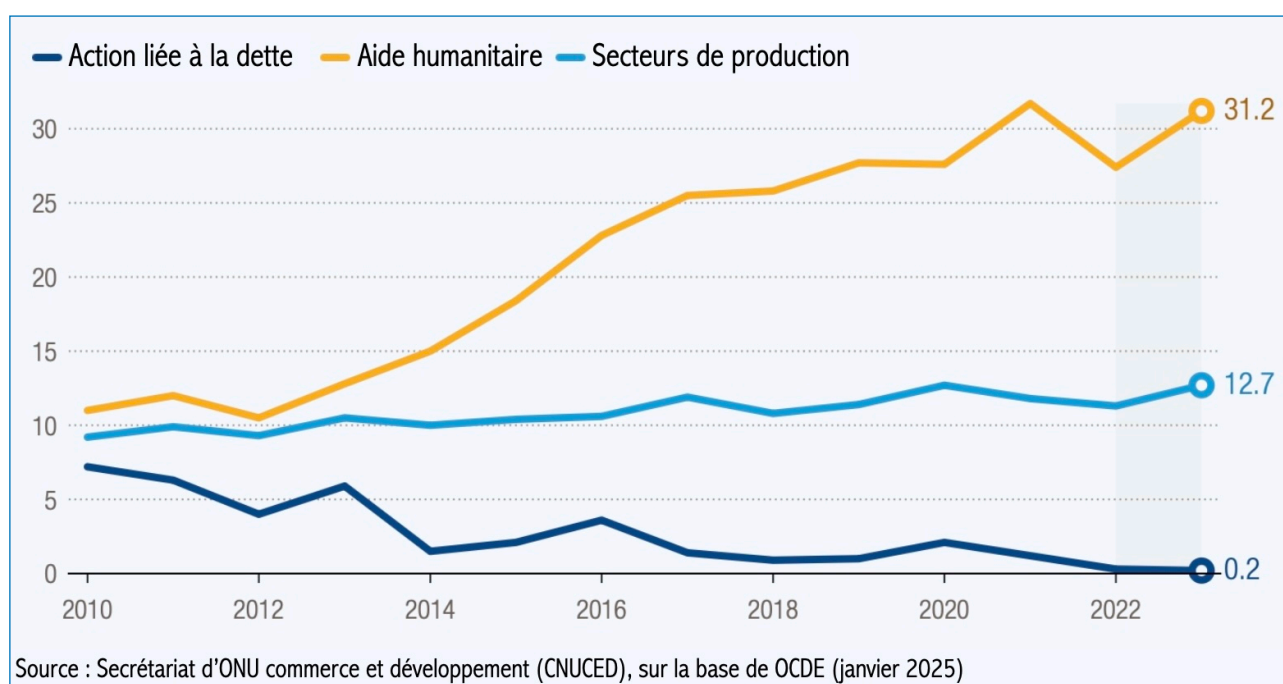
En outre, comme on peut le voir sur la **figure 1, la part de l'aide humanitaire dans l'aide internationale s'est accrue au cours des dernières années**, aux dépens de l'aide au développement, à proprement parler, qui a stagné, alors qu'elle était censée aider les pays à se développer... probablement parce qu'il est plus aisé de montrer des succès en portant secours qu'en faisant la promotion du développement !

¹ voir, par exemple, comment l'aide alimentaire a été et est encore utilisée parfois [[lire](#)].

Cette évolution majeure s'est produite à cause de la multiplication des situations d'urgence telles que les crises alimentaires provoquées par des sécheresses, des inondations, des séismes ou des conflits, ou les crises sanitaires découlant de pandémies (VIH/SIDA, COVID-19 ou Ebola). Pendant ce temps, les ONG et autres agences humanitaires se transformaient progressivement « de rebelles autoproclamés en comptables », dans le contexte de « l'histoire complexe et de l'âme déchirée » de l'humanitarisme, « depuis ses origines coloniales, genrées et racialisées jusqu'à son absorption continuelle par le projet libéral occidental » [[lire en anglais](#)].

Plus encore, l'APD a été **destinée de manière croissante aux pays à revenu intermédiaire**, aux dépens de ceux à revenu faible, surtout de l'Afrique, où l'aide a diminué depuis 2020 [[CNUCED, 2025](#)], une tendance largement liée au fait que le succès est plus facile à garantir dans les endroits où les choses fonctionnent déjà.

Figure 1 – Aide publique au développement (APD) aux pays en développement, par objet, en milliards de dollars à prix constants 2022 (2010–2024)



C'est dans ce contexte difficile, il y a près d'un an, qu'une autre crise éclata : la fermeture brusque de l'USAID au moment de l'arrivée d'une nouvelle administration états-unienne, et des coupures budgétaires considérables dans d'autres pays donateurs occidentaux importants, principalement en lien avec des dépenses militaires accrues face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La fermeture de l'USAID

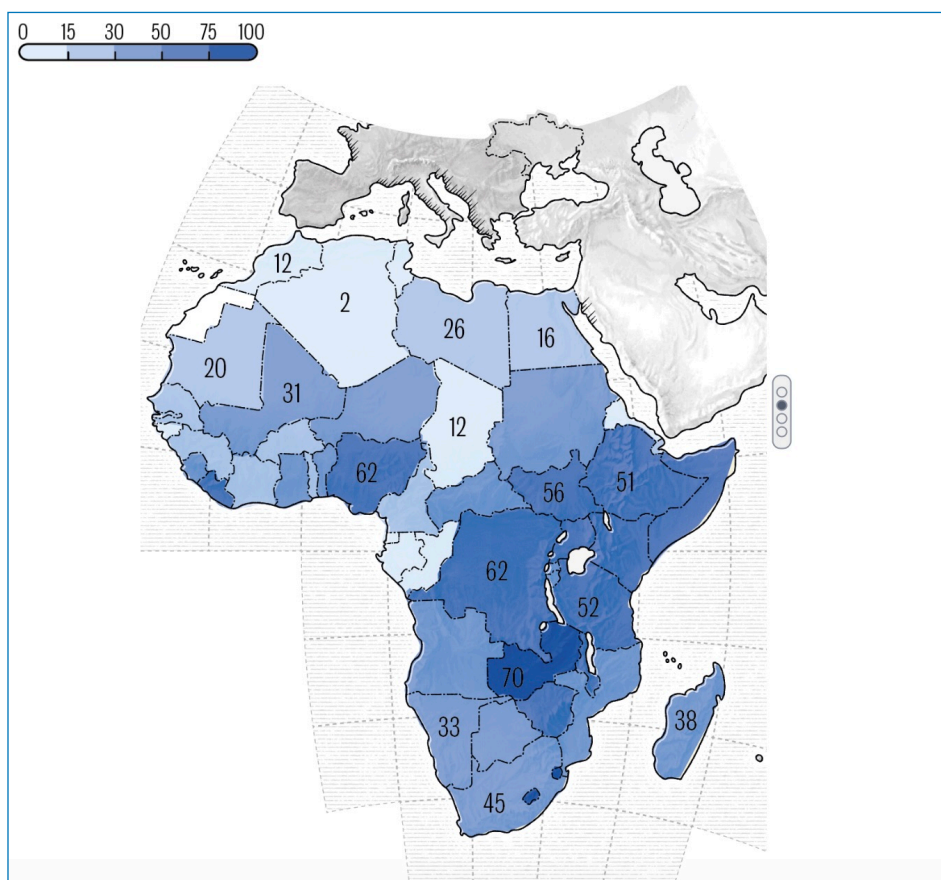
Le 28 mars 2025, l'administration Trump a rendu publique la fermeture de l'USAID, plus de 60 ans après sa création par le président J. F. Kennedy. Il s'agit de **la plus grande source d'APD dans le monde**, dotée d'un budget de plus de 55 milliards de dollars d'aide publique au développement en 2023,² avec des programmes dans plus de 100 pays.

Au cours de ces dernières années, les principaux secteurs financés par l'USAID ont été l'aide humanitaire et la santé, suivis de la gouvernance et de l'administration. L'agriculture ne bénéficiait que d'une part mineure de son budget [[lire en anglais](#)].

Du point de vue régional, 12,3 milliards de dollars sont allés vers l'Afrique en 2023 [[lire en anglais](#)], continent pour lequel cela représentait en moyenne plus de 35 % de l'ADP totale reçue [[lire](#)].

La **figure 2** montre le poids des États-Unis dans l'APD reçue par les pays africains.

Figure 2 – La part des États-Unis dans l'APD reçue par les pays africains en 2023 (en %)



Source : [Holzinger et al., 2025](#).

² soit environ 0,24 % de son revenu national brut (RNB), à comparer avec la recommandation de l'OCDE de 0,7 %. Les dépenses militaires correspondaient à 3,3 % du RNB [[lire](#)] tandis que l'administration états-unienne envisage d'en encore les augmenter de 50 % dans un avenir proche.

Les annonces faites par l'administration états-unienne suggèrent que 82 % des programmes de l'USAID seront fermés, ce qui implique :

- une coupe des deux tiers dans les contributions aux programmes mondiaux de santé, y compris une diminution de 50 % pour le VIH/SIDA et de 100 % pour le [Fonds mondial](#), [GAVI](#), [L'Alliance du Vaccin](#) et l'[OMS](#),
- un financement réduit de la Banque africaine de développement,
- une coupe de 75 % de la Millennium Challenge Corporation qui a eu des programmes substantiels dans le domaine de l'agriculture (infrastructures et politique foncière, notamment) [[lire en anglais](#)], et
- le financement de trois nouveaux comptes : un pour les réfugiés, un nouveau fonds sur « les opportunités relatives à l'Amérique d'abord » (America First Opportunities Fund) et un pour l'aide alimentaire, pour un total de 6,9 milliards de dollars [[lire](#)].



Source : [Popa Matumula, 2025](#)

Sur la base de l'analyse de l'impact passé des programmes de l'USAID sur la mortalité, une étude publiée par The Lancet [[lire en anglais](#)] a estimé que, au cours des deux dernières décennies, ils ont aidé à empêcher **plus de 91 millions de morts**, y compris **30 millions d'enfants**.

La même étude a calculé que le **démantèlement de l'agence** pourrait entraîner plus de **14 millions de morts supplémentaires d'ici 2030**, y compris **4,5 millions de morts d'enfants de moins de 5 ans**, dans des pays à revenu faible et intermédiaire.³

Plusieurs domaines importants sont source de préoccupations. L'un d'eux est la pérennité des programmes anti VIH/SIDA, car, depuis 2015, les donateurs

³ Le site [impactcounter.com](#) estime que depuis que la décision a été prise de couper le financement de l'aide états-unienne, elle a causé la mort de 790 000 personnes, dont 534 000 enfants (le 4/02/2026).

internationaux ont représenté environ 40 % du financement anti VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire, les États-Unis étant le donateur le plus important [[lire en anglais](#)]. Les autres comprennent les actions contre la malaria et les maladies tropicales négligées, la tuberculose, les carences nutritionnelles, les maladies diarrhéiques, les infections des voies respiratoires inférieures, les complications maternelles et périnatales et l'éducation.⁴

D'importantes organisations internationales du secteur de la santé seront sévèrement frappées, telles que le [Fonds mondial contre le SIDA, la tuberculose et la malaria](#) et [GAVI, L'Alliance du Vaccin](#) puisqu'elles obtenaient une grande partie de leurs fonds des États-Unis.

Les pays à revenu faible, particulièrement en Afrique, devraient souffrir le plus de la décision états-unienne [[lire](#)]. Comme on peut le déduire de la **figure 2**, des pays comme la Zambie, la RDC, le Nigéria et la Tanzanie seront les plus touchés. Quelques pays, en plus de subir les conséquences de la fermeture de l'USAID, seront frappés par des droits de douane relevés, imposés par les États-Unis. C'est le cas, par exemple, du Lesotho, de Madagascar, de l'Île Maurice, de l'Afrique du Sud et du Botswana [[lire en anglais](#)].

Dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'aide d'urgence, la fermeture de l'USAID réduira considérablement la capacité de réponse rapide aux crises, puisque des agences comme le PAM et l'UNICEF, ainsi qu'un grand nombre d'ONG dépendaient fortement du financement états-unien. Cela affectera des opérations vitales et aura un effet négatif sur la sécurité alimentaire dans le monde [[lire en anglais](#)].

Une étude publiée vers la fin de 2025 faisait une première évaluation des conséquences des restrictions budgétaires résultant des coupes effectuées aux États-Unis et dans les pays européens sur 62 associations de solidarité internationale françaises. Les résultats montrent que la quasi-totalité d'entre elles ont été directement touchées et ont dû réduire leurs activités, suspendre ou fermer des projets (1280 projets concernés), renvoyer une partie de leur personnel (10 000 personnes) et réduire de manière significative leur capacité opérationnelle, avec un effet direct négatif sur la vie de 15 millions de personnes.

Des conséquences se feront sentir dans le plus long terme dans les pays bénéficiaires, dans la mesure où des partenaires locaux de longue date sont déstabilisés par les coupes, les communautés locales perdent confiance et les avancées faites au cours des années passées sont menacées [[lire](#)]. Des effets similaires sont observés dans d'autres pays donateurs, y compris aux États-Unis, et chez les grandes ONG internationales.

La soudaineté des coupes et le fait que plusieurs donateurs réduisent simultanément leurs contributions rend le changement extrêmement violent, car

⁴ plusieurs écoles bénéficiant de fonds de l'USAID ont dû réduire leurs activités ou fermer en 2025 du fait du manque de ressources.

cela laisse peu de temps et de chance pour s'adapter, et crée une cascade de désastres dans lesquels la fermeture des projets ne respecte plus les principes éthiques de base [lire [ici](#) et [ici](#), en anglais].

En plus de créer le chaos dans les domaines de la santé, de l'éducation, du développement économique, de la gouvernance et de l'aide humanitaire, ces coupes inattendues vont également nuire à l'image et à la capacité d'influence des États-Unis (et des autres pays donateurs) dans les pays bénéficiaires et ailleurs.

Si l'on considère le **côté positif** des choses, les coupes brusques dans l'APD pourraient, selon certains analystes, constituer une chance pour les pays bénéficiaires « de recouvrer une capacité d'action sur leurs trajectoires de développement, débarrassés des conditionnalités imposées par l'extérieur et de dépendances structurelles ». Cela pourrait, pour eux, être le début d'une ère de plus grande autonomie et de coopération renforcée entre pays ex-bénéficiaires [[lire en anglais](#)]. Cela pourrait être un moment de prise de conscience et de responsabilités [[lire en anglais](#)], car l'on sait bien que, dans certains pays, les gouvernements choisissent la dépendance pour éviter d'affecter des ressources à certains domaines (santé, éducation ou urgence, par exemple) parce que « les donateurs fourniront de l'argent 'froid', en cas de nécessité ».⁵

D'autres observateurs, cependant, pensent que le vide créé par la nouvelle politique d'aide « pourrait créer un espace de pouvoir exploitable par des pays comme la Chine, ce qui tendrait les liens diplomatiques entre les États-Unis et les pays récipiendaires » [[lire en anglais](#)].

Les coupes d'APD dans d'autres pays

Pendant des décennies, un certain nombre de pays riches ont « **surfé sur les dividendes de la paix** », en croyant que le retour de la guerre était peu probable. Depuis le glissement progressif de l'intérêt des États-Unis de l'Europe vers l'Asie et l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, la guerre de forte intensité est à nouveau devenue une menace concrète en Europe, déclenchant un **réarmement massif** qui consommera des ressources considérables.

L'une des principales victimes de cette nouvelle tendance est l'APD, car couper dans les fonds destinés à ce domaine est probablement moins susceptible de provoquer des protestations de la population.

Ainsi, au Royaume-Uni, le gouvernement a décidé de diminuer l'aide de 0,5 % à 0,3 % du revenu national brut, d'ici 2027. Les principales victimes envisagées sont GAVI, des partenariats bilatéraux avec des pays africains et des programmes d'aide en appuis à des communautés marginalisées [[lire en anglais](#)].

⁵ comme l'affirmait un premier ministre Africains dans son discours inaugural lors d'une réunion régionale.

L'APD octroyée par l'Union européenne et ses pays membres, si on l'agrège, est supérieure à celle fournie par les États-Unis, selon les données de l'OCDE (96 milliards de dollars, comparés à 67 milliards de dollars pour les États-Unis, en 2024).

Des pays comme l'Allemagne (deuxième plus important pays donateur au monde après les États-Unis), la France, les Pays-Bas et la Finlande ont décidé, à leur tour, de réduire leur aide. Moins brutales que celles des États-Unis, ces coupes auront cependant de sérieuses conséquences dans le moyen et long terme. Elles impliqueront probablement la fermeture de certaines agences et la fusion de certains instruments d'aide. La possibilité que l'Union européenne vienne combler le vide créé par le retrait des États-Unis paraît donc improbable.

L'Union européenne à elle seule (pays membres exclus) envisage de diminuer de 35 % son budget d'aide pour la période 2028–2034, et ses pays membres, eux aussi, feront probablement des coupes dans le financement de l'aide bilatérale, mais tous les chiffres ne sont pas encore connus [\[lire\]](#).

Conclusion

L'aide internationale est en crises.

Une **première crise** s'est progressivement dessinée au cours des dernières décennies. Elle a été accompagnée d'un **changement de priorités de fait** : l'aide au développement des pays bénéficiaires est devenue peu à peu

- une aide pour faire face aux situations d'urgence qui font la une des médias des pays riches et émeuve leurs publics,
- une aide pour influencer les pays bénéficiaires et les faire changer de politiques, leur imposer des accords commerciaux inégaux, et, enfin,
- une aide pour promouvoir les intérêts du secteur privé du pays donateur.

Du point de vue du développement des pays bénéficiaires, les résultats constatés sont pour le moins décevants, même quand on les compare aux ressources très limitées mobilisées par les organismes d'aide.

Une **seconde crise** est venue soudain se greffer sur la première : les bouleversements géopolitiques et le retour de la guerre de forte intensité en Europe sont en train de provoquer une **chute spectaculaire des ressources** affectées à l'aide publique au développement.

Les **conséquences** de ces crises se feront sentir : **dans l'immédiat**, une mortalité en hausse et certaines avancées de développement faites dans les pays bénéficiaires qui s'avéreront fragiles.

Il est encore trop tôt pour mesurer les implications de ces crises **dans le moyen et long terme**. Les conditions dans les pays à revenu faible ou intermédiaire ne sont plus celles qui y prévalaient au moment des indépendances. Leur population

a augmenté, les capacités s'y sont développées, même si c'est de manière très inégale entre pays et au sein des sociétés concernées.

Deux possibilités (au moins) se présentent, comme toujours

- **une bonne** : une mobilisation et une capacité d'action accrue dans les pays pour gagner plus d'indépendance et prendre un contrôle renforcé sur leur trajectoire de développement, et
- **une nettement moins bonne** : une absence de réaction des gouvernements entraînant une dégradation de la situation, d'autant plus que l'heure est à une compétition féroce pour les ressources naturelles mondiales [[lire p.5-7](#)] et les marchés.

Les dix années qui viennent seront décisives.

[Materne Maetz](#)
(février 2026)

Pour en savoir davantage :

- Coordination Sud, [La solidarité internationale en péril – Impact des coupes budgétaires dans l'aide publique au développement](#), 2025.
- Bond, [Cuts that cost lives: Why the UK's retreat on international development must end](#), Bond briefing, 2025 (en anglais).
- CNUCED, [L'aide à la croisée des chemins : tendances de l'aide publique au développement](#), 2025.
- Cavalcanti, D.M., et al., [Evaluating the impact of two decades of USAID interventions and projecting the effects of defunding on mortality up to 2030: a retrospective impact evaluation and forecasting analysis](#), The Lancet, 2025 (en anglais).
- Dufief, E., [Aide publique au développement européenne : un démantèlement sous les radars ?](#) Institut du Développement Durable et des Relations Internationales – IDDRI, 2025.
- Kohnert, D., [Aid in retreat: The Impact of US and European Aid Cuts on Sub-Saharan Africa](#), GIGA, Institute for African Studies, Munchen, 2025 (en anglais).
- Mbah, R.E., et al., [The impact of USAID budget cuts on global development initiatives: a review of challenges, responses, and implications](#), Advances in Social Sciences Research Journal 12.4 (2025): 219232, 2025 (en anglais).
- Eckenwiler L. et al., [Thinking through abrupt closure in humanitarian assistance: Key ethical considerations in seemingly impossible conditions](#), PLOS Glob Public Health 5(6):e0004656, 2025 (en anglais).
- Auwal A.R. et al., [The global implications of U.S. withdrawal from WHO and the USAID shutdown: challenges and strategic policy considerations](#), Front. Public Health 13:1589010, 2025 (en anglais).
- OECD, [Réductions de l'aide publique au développement – Projections de l'OCDE pour 2025 et à court terme](#), 2025.

- Fraser, S., [Consequences and implications for the International Development Assistance Sector from the closure of USAID](#), Global Policy Journal, 2025 (en anglais).
- Holzinger F. et al., [Le gel de l'aide des Etats-Unis met l'Afrique en danger : nos cartes pour comprendre](#), Le Monde, 2025.
- Aloudat, T., [Why reform isn't enough: From rethinking to remaking humanitarianism](#), The New Humanitarian, 2025 (en anglais).

Sélection de quelques articles parus sur [lafaimexpliquée](#) liés à ce sujet :

- [Un monde inégalitaire : faits, causes, conséquences et remèdes possibles...](#) 2025.
- [L'arme alimentaire : une horrible histoire sans fin...](#) 2025.
- [Connaître notre monde : fin ou nouvelle phase du capitalisme ?](#) 2025.
- [« Pays en développement », une fiction bien commode qui a la vie dure ?](#) 2024.
- [La privatisation de l'aide au développement : intégrer davantage l'agriculture au marché mondial](#), 2018.

Ainsi que d'autres articles disponibles sur notre page thématique « [Aide publique au développement](#) ».